

En Marche !

en-marche.fr
@enmarchefr

Paris, le 14 avril 2017

Ch
Ch

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire général,
Chers toutes et tous,

Depuis bientôt 70 ans, votre mouvement s'engage pour défendre un projet qui façonne notre continent et notre avenir. En aspirant à la plus haute fonction de l'Etat, j'aspire à représenter notre pays sur la scène européenne. Je sais l'exigence qui pèse sur la France, à l'heure où notre Union est menacée : de l'intérieur par des forces populistes qui attaquent directement nos valeurs de paix et de solidarité, et de l'extérieur par les tensions qui grondent à nos portes.

Depuis le début, j'ai souhaité qu'En Marche porte un message soit clair sur notre rapport à l'Union européenne. L'Europe, c'est nous. Que ce soit à Berlin ou à Marseille, j'ai toujours rappelé mon profond attachement au projet européen et à ce qu'il nous apporte parce que l'Europe nous rend plus forts.

- « 1. Souhaitez-vous que la France quitte l'Union européenne ?
- 2. Souhaitez-vous que la France sorte de l'espace Schengen ?
- 3. Souhaitez-vous que la France quitte la zone euro ? »

Non, je ne souhaite pas que la France quitte l'Union européenne. Non, je ne souhaite pas que la France quitte la zone euro. Non, je ne souhaite pas que la France sorte de l'espace Schengen, qui permet notamment aux 350 000 frontaliers français de travailler chaque jour librement et qui n'empêche pas de contrôler nos frontières en cas de menace sérieuse. Je l'ai défendu tout au long de la campagne : la vraie souveraineté passe par l'Europe. Le repli nationaliste serait une réponse destructrice pour notre pays et notre économie. Ceux qui prônent ces solutions sont les candidats du renoncement : ils critiquent l'Europe et l'euro faute d'avoir un projet pour la France et les rendent responsables de tous nos maux. Ils font diversion car ils ne veulent pas réformer et réparer notre pays.

- « 4. Quelles initiatives principales comptez-vous prendre pour améliorer l'efficacité et la légitimité de l'UE, de l'espace Schengen et de la zone euro et forger « l'Europe en mieux » à laquelle aspirent nos militants mais aussi nos concitoyens ? »

En Marche !

en-marche.fr
@enmarchefr

Une Europe en mieux, c'est une Europe que nous regardons avec lucidité et défendons avec exigence.

Ma méthode sera celle de la refondation : dès le premier jour, je proposerai à l'Allemagne un projet commun pour renforcer la sécurité aux frontières de l'UE, créer un fonds européen de défense qui permette de développer nos technologies militaires, une réforme de la zone euro, un renforcement des règles européennes contre le dumping avec un contrôle des investissements étrangers dans les secteurs stratégiques de notre économie, un encadrement plus strict du travail détaché, un fonds de soutien à nos entreprises notamment dans le numérique. Nous proposerons ensemble ce projet à nos partenaires, avec un principe simple : aucun Etat n'est exclu a priori ; mais les Etats qui ne veulent pas aller de l'avant n'empêcheront pas les autres d'avancer. Je préfère l'Europe à plusieurs vitesses à celle du surplace.

Pour rétablir la confiance, nous proposons aussi d'organiser dans toute l'Union européenne des conventions démocratiques, dès la fin 2017. Il faut prendre le temps de renouer le lien entre les citoyens et l'UE. Cette large consultation donnera la parole à chacun, en associant largement les collectivités locales, les acteurs de la société civile, le monde académique... et en favorisant les échanges entre les Etats membres. Elle permettra de dégager des priorités claires et des actions concrètes sur lesquelles les Européens attendent plus de l'Union. Je sais combien votre mouvement est engagé dans des initiatives délibératives et contribue activement au débat européen.

Pour améliorer l'efficacité de l'Union, il faut que nous redonnions de la souveraineté à l'Europe là où elle est la plus pertinente.

Pour l'espace Schengen, par exemple, et au-delà pour notre sécurité, cela passe notamment par **le renforcement du corps de police des frontières**, en lui donnant des capacités de surveillance et de protection durable des frontières extérieures. Un objectif de 5 000 hommes mobilisables par la nouvelle agence européenne des gardes-frontières et gardes-côtes est réalisable et souhaitable.

Au niveau de la zone euro, la légitimité comme l'efficacité passent par un contrôle et des moyens renforcés. Nous proposons ainsi de créer **un poste de ministre de l'Economie et des Finances de la zone euro, qui aura la responsabilité du budget de la zone euro, sous le contrôle d'un Parlement de la zone euro, rassemblant les parlementaires européens des Etats membres**. L'intégration de notre espace économique et monétaire reposera sur ce budget, permettant de financer les investissements d'avenir, de mettre en place une assistance financière d'urgence et de répondre aux crises économiques dans les Etats en difficulté.

Cette solidarité nouvelle devra reposer sur le développement d'un socle de droits sociaux européens, en définissant des standards minimums en matière de droits à la formation, de couverture santé, d'assurance chômage ou de salaire minimum.

EM!

En Marche !

en-marche.fr
@enmarchefr

« 5. Si vous êtes élu en mai prochain vous aurez 5 ans pour façonner l'Europe à horizon 2022, dans un contexte géopolitique et économique particulièrement instable : quelles sont vos grandes priorités dans cette perspective ? »

Dès le premier jour et tout au long du mandat, l'Europe sera au cœur de mon action, en matière de sécurité, de défense, de relance économique, de protection commerciale, de transition énergétique ou encore de révolution numérique.

Les élections allemandes ayant lieu en septembre prochain, **nos deux pays auront ensemble quatre années devant eux pour refonder le projet européen.**

Dès 2017, nous devrons engager les travaux pour une coopération plus étroite en matière de **défense** et de **sécurité**. Le renforcement de nos outils de **protection commerciale** devra aussi être une priorité, avec l'accélération des procédures anti-dumping et la mise en place d'un dispositif européen de contrôle des investissements stratégiques, notamment.

Dans cette période, l'Europe devra être forte dans la défense et la promotion de ses valeurs : l'Union est la garante de notre modèle unique au monde d'équilibre entre liberté individuelle et solidarité collective ; nous devrons être inflexibles contre les atteintes à l'Etat de droit, à l'extérieur comme au sein de l'Union. Dans cet esprit, nous devrons aussi défendre sans faiblesse l'ouverture, le multilatéralisme et, dans le domaine essentiel du changement climatique, l'Accord de Paris. L'accord dit « Privacy Shield » avec les Etats-Unis devra également être évalué et rediscuté, pour garantir la protection effective des données des citoyens européens.

Le **Brexit** constituera un défi majeur pour les deux années à venir, mais notre position doit être claire : **l'unité européenne dans la méthode, la préservation des principes fondateurs de l'UE sur le fond. Surtout, la négociation du Brexit ne doit pas absorber toute l'énergie des 27**, qui doivent s'atteler avant tout à relancer le projet européen.

« 6. Sur la base de quelles alliances politiques, en France, mais surtout au niveau européen, les mettriez-vous en œuvre ? »

Toute la démarche de notre mouvement consiste à rassembler des progressistes qui ont en partage des valeurs fondamentales, tout particulièrement l'attachement au projet européen. Là où les familles politiques traditionnelles sont divisées sur ce sujet, *En Marche* affiche clarté et cohérence : nous sommes les pro-européens, lucides et engagés. Le programme politique que je propose aux Français repose sur cet engagement et si les électeurs m'accordent leur confiance, notre chemin européen sera clair.

EM!

En Marche !

en-marche.fr
@enmarcheefr

Au niveau européen, je souhaite appliquer ce même esprit de coopération, seul à même de restaurer la confiance et l'influence de la France. J'ai refusé dans cette campagne la chorégraphie traditionnelle – et inefficace – de la confrontation avec Bruxelles ou Berlin. Une France qui se réforme, assume son engagement européen et fait des propositions concrètes aux partenaires qui veulent aller de l'avant permettra, j'en suis convaincu, des avancées majeures sur tous nos défis communs – économie, sécurité, défense, migration, transition énergétique...

Les nombreux contacts qu'*En Marche* a établis à travers l'Europe depuis sa création attestent l'attente que suscite une France retrouvant son engagement et son *leadership* en Europe.

« 7. Lesquelles des orientations formulées dans notre document « Dessiner l'Europe de 2025 » pouvez-vous engager à reprendre à votre compte ? »

Je tiens à saluer le travail que vous avez conduit, avec l'ensemble de vos adhérents, pour rédiger ce rapport. Il témoigne de la vitalité de la réflexion et des nombreuses pistes qui existent pour dessiner une Europe en mieux.

Je partage nombre de vos observations, ainsi que les trois grandes urgences mentionnées dans ce document : la zone euro, la politique de sécurité et de défense, l'immigration et l'asile, ainsi que les trois axes de réorientation de l'Europe que vous proposez autour du développement durable, de la solidarité et de « l'affirmation d'une perspective positive partagée entre Européens ». C'est le sens des grandes priorités que j'ai définies dans mon programme.

Parmi les 91 propositions que vous formulez, certaines se retrouvent dans le programme que je défends, notamment en matière numérique, économique ou agricole.

Je souhaite une Europe qui nous protège et cette Europe protectrice devra reposer sur cinq piliers de souveraineté. La sécurité tout d'abord, celle de nos frontières et de l'espace Schengen. La croissance aussi, grâce à une zone euro renforcée reposant sur la convergence fiscale et sociale. La mondialisation régulée, par une politique de protection commerciale européenne. Le développement durable, en faisant de l'Union européenne un moteur de la lutte contre le changement climatique et de la transition énergétique. Et le numérique, pour développer les entreprises européennes et garantir la protection des données.

En Marche !

en-marche.fr
@enmarchefr

« 8. L'une des principales vocations du MEF étant de conduire des actions de pédagogie sur l'UE quelles actions prévoyez-vous pour combler le déficit abyssal de nos compatriotes en la matière ? »

Depuis le début de la campagne, j'ai à cœur d'expliquer les enjeux européens et d'assumer résolument l'engagement européen de notre mouvement, tout entier mobilisé pour ce combat.

Les conventions démocratiques seront un moment essentiel de pédagogie et de débat, dans toute l'Union européenne.

En cas d'élection, j'annoncerai dès mon investiture des mesures symboliques fortes en faveur de l'Europe.

Enfin et surtout, je suis convaincu que nous devons développer le sentiment d'appartenance à l'Europe, qui fait partie de notre identité. C'est la raison pour laquelle je me suis prononcé depuis plus de deux ans pour **un programme Erasmus progressivement généralisé à tous les jeunes de plus de 18 ans**. D'ici 2022, nous atteindrons l'objectif de **200 000 jeunes Français par an** (soit 25% d'une classe d'âge) effectuant au moins un semestre à l'étranger.

« 9. Quel soutien moral et matériel prévoyez-vous d'accorder à l'ensemble des acteurs engagés pour une pédagogie active sur les enjeux européens, dans un contexte politique marqué par la profusion d'informations approximatives ou erronées ? »

La société civile et le tissu associatif français sont l'une des richesses de notre République. Il est essentiel que l'Etat apporte son soutien aux actions qui nourrissent le débat public.

Je soutiendrai notamment les actions et programmes de formation sur l'Europe, dans lesquels votre mouvement est pleinement engagé, notamment via l'initiative « L'Europe à l'Ecole ».

Amitiés européennes,

*Croyez en ma détermination,
la mienne*

Emmanuel
Emmanuel Macron